

Le lundi 26 septembre 2005

Front commun

Une coalition de 12 organismes montent aux barricades pour dénoncer la baisse de service de Radio-Canada en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine.

Le front commun est formé de la Conférence régionale des élus, d'institutions tel que le Cégep de la Gaspésie et des Îles et de groupes sociaux tel que la Table de concertation des groupes de femmes de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine.

Les coupures depuis 15 ans sont telles que la coalition craint même l'intégration de CBGA-Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine à CJBR-Rimouski.

À titre d'exemple, l'émission matinale du dimanche ainsi que le bulletin de nouvelles qui étaient produits à Matane proviennent de Rimouski depuis l'automne 2001.

Plus récemment, la direction de Radio-Canada a décidé d'abolir le poste de directeur de la station de Matane qui est désormais prise en charge par un directeur commun pour CBGA-Gaspésie-les Îles et CJBR-Rimouski.

Déçue des réponses obtenues de la direction de Radio-Canada, la Conférence régionale des élus déplore également que la ministre du Patrimoine canadien, Liza Frulla, refuse d'intervenir pour régler la question.

La coalition invite donc la population à écrire à la ministre responsable et au président de Radio-Canada, Robert Rabinovitch, afin de leur signifier son désaccord.

Le président de la Conférence régionale des élus, Bertrand Berger, fait valoir que Radio-Canada est le seul média qui couvre toute la région en simultanée, ce qui contribue à développer le sentiment d'appartenance des auditeurs envers la région.

FIER Région et FIER Soutien...

La Conférence régionale des élus, la CRÉ, demande aux municipalités gaspésiennes d'investir dans le développement régional.

La CRÉ tente de mettre sur pied 2 fonds d'intervention économique régionaux. Le premier serait composé de capitaux privés, alors que le second, lui, ferait appel au secteur public.

Pour démarrer ce fonds qui s'adresse aux organismes publics, la CRÉ doit amasser 450 mille dollars. Cette première mise de fond régionale combiné aux investissements gouvernementaux générerait un fond de 1 million 500 mille dollars.

Desjardins capital de risque s'est aussi engagé à contribuer 10% de la valeur du fonds.

La ville de Chandler s'est engagée pour 100 mille dollars et Percé pour 50 mille dollars.

Par contre, l'accueil des élus de la Baie des Chaleurs a été plutôt froid. Tout le monde s'entend pour dire qu'il s'agit d'une idée intéressante. Mais, selon Jean-Guy Poirier, le préfet de la MRC de Bonaventure, encore une fois c'est l'argent qui manque.

Les maires ont adopté une résolution afin de se donner plus de temps pour étudier le

dossier, mais le selon le préfet Poirier, il y a peu de chance que les municipalités de la Baie des Chaleurs acceptent de financer ce fonds régional.

CIEUFM, le lundi 26 septembre 2005